

Kathy Rousselet, *La Sainte Russie contre l'Occident*, Paris, Éditions Salvator, 2022, 173 p. – ISBN 978-2-7067-2330-8.

Dans nos sociétés sécularisées, on n'imagine pas les questions religieuses conditionner (ne serait-ce qu'en apparence) des choix politiques cruciaux. C'est pourtant l'un des traits déterminants de la situation actuelle en Russie, et le livre récent de Kathy Rousselet, *La Sainte Russie contre l'Occident*, paru aux éditions Salvator, le montre bien.

Il met d'abord en évidence un problème de traduction dont on n'a pas toujours conscience : le mot français « Russie » recouvre deux réalités différentes, exprimées par deux mots distincts en russe (*Rossija* et *Rus'*).

L'expression « Sainte Russie » ne désigne pas la Russie (*Rossija*), noyau de l'empire russe (avec Moscou, puis Saint-Pétersbourg pour capitale), constitué à partir d'Ivan III (XV^e siècle) et surtout à partir de Pierre le Grand (qui prit le titre d'*imperator*), au début du XVIII^e siècle. La Sainte Russie, c'est la *Rous* (*Rus'*), ensemble de territoires regroupés, à partir du X^e siècle, autour de trois principautés : celle de Kiev, convertie au christianisme en 988 par le prince Vladimir et rayée de la carte par les Tatars au début du XIII^e puis passée dans l'orbite de la Pologne ; sa petite sœur, Novgorod, épargnée par les Tatars, mais anéantie par Ivan III, prince de Moscou, au XV^e siècle ; et Moscou, simple village au XII^e siècle, engagée, à la fin du XIV^e siècle, dans une lutte victorieuse contre les Tatars – ce processus de (re)conquête où l'on peut voir le germe de l'empire russe (la Moscovie) et de ce que certains historiens (Michel Heller) ont appelé un « impérialisme défensif ». Après la chute de l'URSS, l'emploi plus fréquent de l'adjectif « *rossijskij* » (formé sur *Rossija*) de préférence à « *russkij* » (formé sur *Rous*) a montré une volonté de recentrement sur la Russie de Moscou.

La titulature officielle du patriarche de Moscou utilise le terme *Rus'* et cette fois la traduction française, « patriarche de *toutes les Rus-*

sies », exprime la pluralité du mot, mais elle l'inscrit dans une perspective impériale qu'il n'avait pas à l'origine.

On sait que, malgré la primauté de Constantinople, la chrétienté d'Orient est dirigée par plusieurs patriarches, chacun ayant la responsabilité d'une région différente. C'est le baptême voulu par Vladimir qui fit nommer « sainte » la *Rus'* toute entière (à l'origine Kiev et Novgorod, puis également Moscou), placée sous l'autorité de Constantinople. Après la conquête de cette dernière par les Turcs en 1453, l'Église russe (celle de la Moscovie) est devenue autocéphale de fait, puis elle s'est dotée de son propre patriarche en 1589. Les orthodoxes des nouveaux territoires qu'elle a absorbés à partir du XVII^e siècle (rive gauche, puis droite, du Dniepr – c'est-à-dire à peu près l'Ukraine actuelle) sont passés automatiquement sous l'autorité de ce dernier.

Dans l'orthodoxie, il n'y a pas d'autorité supra-nationale analogue à celle de Rome dans le catholicisme. La question des Églises nationales se pose donc forcément, et le religieux peut devenir un enjeu géopolitique (p. 96). Dans une Ukraine indépendante, quelle autorité spirituelle les croyants orthodoxes reconnaissent-ils ? Celle de Moscou ? Peut-on alors vraiment parler d'indépendance ? Mais la création assez récente d'une Église orthodoxe d'Ukraine rattachée à Constantinople, autorité religieuse extérieure, a été vécue comme une menace par Moscou, qui se défie maintenant de Constantinople autant qu'elle se défiait de Rome au XVI^e siècle (quand cette dernière avait voulu réaliser une « Union » lui rattachant les orthodoxes de la Russie de l'Ouest, qui gardaient leur rite propre, mais reconnaissaient l'autorité du pape). L'autocéphalie accordée à l'Église orthodoxe d'Ukraine aurait été l'une des causes de la guerre (qui, de toute façon couvait depuis longtemps). Inversement, l'Église orthodoxe ukrainienne affiliée à Moscou est vue en Ukraine comme un agent de l'État russe (p. 128).

Peut-être à cause de l'« impérialisme défensif » qui a marqué ses débuts, la Russie de Moscou se pense souvent en opposition au reste du monde. Mais le présent livre montre bien que l'opposition à l'Occident n'est pas univoque, en dépit de ce que voudraient les autorités. Elle se combine avec les souvenirs de la période soviétique. La réticence à combattre systématiquement les violences intra-familiales n'est pas sans lien avec le souvenir des intrusions des fonctionnaires soviétiques dans la vie privée des simples citoyens. L'« attachement aux valeurs familiales traditionnelles » n'explique pas à lui seul le rejet de l'homosexualité : celle-ci est indissolublement associée aux pires

aspects de l'univers carcéral, comme c'est rappelé ici. L'homosexualité passive est le signe distinctif d'une catégorie inférieure de détenus, soumis à toute sorte de sévices, viols en particulier. À l'inverse, paradoxalement, l'avortement ne rencontre pas une opposition aussi large que dans certains secteurs de la société en Occident : le droit à l'avortement fut l'un des premiers acquis du régime soviétique et pour la société russe, globalement, il ne semble plus remis en question. Toutes ces données montrent avec quelle prudence il faut considérer les valeurs dites « traditionnelles » et comment elles peuvent être instrumentalisées par le pouvoir politique. La réaction relativement mesurée à des manifestations artistiques anti-religieuses comme les Pussy Riot indique la même chose : la société russe, en dépit des courants ultra-nationalistes qui la traversent, n'apparaît pas comme une société fanatisée.

Le religieux reste cependant un enjeu politique, envenimé par la question des biens de l'Église. Ceux de l'Église d'Ukraine devenue autocéphale échappent au patriarcat de Moscou. Mais le regard porté sur le passé culturel est lui-même lourd d'implications politiques. Historiquement, dans l'ensemble que constitue la *Rus'*, Kiev était première : là sont nées la littérature religieuse et l'histoire *rusSES* (celles de la *Rus'*, comme celle de la *Rossija*, la Moscovie devenue empire russe à partir du XVIII^e siècle). Comment se représenter l'histoire de la Russie-Moscovie dans son entièreté, sans les chroniqueurs kiéviens, sans les saints ascètes du monastère des Grottes de Kiev ? Mais cette part commune autorise-t-elle à refuser le statut d'État-nation à ce pays, l'Ukraine, dont l'histoire diverge au début du XIII^e siècle et qui entre dans la composition de l'Empire russe à partir du XVIII^e siècle ? Se réclamer de la *Rus'*, pour les autorités de Moscou, c'est affirmer l'existence d'un lien religieux et culturel indissoluble entre Moscou et Kiev, qui exclut pour cette dernière l'indépendance. La mémoire culturelle et religieuse devient un enjeu politique. C'est par leur attitude à l'égard de cette continuité que se définissent les différents historiens, comme on le voit dans ce livre.

Aujourd'hui, le « monde russe » (autre façon de désigner la *Rus'*, et bien au-delà) prétend trouver sa légitimité dans la « tradition » – tradition dont on a justement perdu le fil, dans les malheurs du XX^e siècle. Cela concerne d'abord l'Église. On sait les répressions sanglantes vécues par le clergé au début de la période soviétique, l'orthodoxie russe menacée de disparition pure et simple, et malgré tout la persistance de

la foi, à bas bruit (la bénédiction que donne la grand-mère à Boris partant à l'armée, dans le film de 1958 *Quand passent les cigognes*), puis la réapparition massive du religieux dans tous les domaines de la vie, dès le début de la Perestroïka.

Les années 1960 et 1970 avaient connu une renaissance spirituelle profonde, qui ne s'étalait pas au grand jour. Celle de notre époque est très différente. Dans les années 1970, la proximité de certains ecclésiastiques avec le KGB avait parfois été évoquée. Mais, à notre époque, un phénomène d'une ampleur semblable à ce qui est décrit dans ce livre est stupéfiant. Les relations étroites entre certains religieux et les *siloviki* (militaires et membres du FSB, la police politique) tous également nostalgiques d'un pouvoir fort, s'affichent maintenant en pleine lumière. À l'époque du KGB, il s'agissait d'infiltrer les structures ecclésiastiques pour y puiser des renseignements. Plus vraisemblablement, aujourd'hui, l'origine de cette proximité est une même volonté de puissance. Pour l'Église, l'ambition d'être une puissance temporelle bien visible n'est d'ailleurs pas nouvelle, elle remonte au XV^e siècle, à la célèbre querelle à propos des biens de l'Église. Actuellement, après une si longue période d'effacement forcé, on peut comprendre que cette aspiration à être bien visible puisse passer avant « le souci des âmes ». Mais il faut souligner que cela n'a pas toujours été le cas, que c'est caractéristique du moment présent.

La tradition a de toute façon été rompue pendant la période soviétique. La formation du clergé est insuffisante. Le pouvoir aimerait voir l'Église jouer un rôle dans l'armée (apporter un soutien moral), mais cette ambition est contredite par le manque général de culture religieuse et la sécularisation de la société. D'autant plus saisissante est l'affirmation de Vladimir Poutine citée p. 117, que « l'arme atomique et l'Église orthodoxe [sont] les deux composantes de la défense russe ».

Dans cette optique, le document récent intitulé « Bases de la conception sociale » de l'Église, cité dans ce livre, peut apparaître comme une tentative pour repenser la place de l'Église par rapport à l'État, après les ruptures qui ont précédé. Si l'ecclésiologie, comme le remarque J.-Y. Calvez, dans son article « Une doctrine sociale de l'orthodoxie russe ? » publié dans le numéro 4 d'*Études* pour l'année 2001, y tient une place importante, c'est peut-être justement parce qu'il s'agit avant tout de préciser les relations entre l'Église et l'État, de compenser la perte de repères due à la période soviétique.

En fait, les rapports entre l'Église et l'État n'ont jamais été clairs en Russie. La situation actuelle n'a rien de nouveau. La « symphonie » byzantine des pouvoirs temporel et spirituel n'a jamais été qu'un idéal inaccessible. Au début du XVIII^e siècle, voulant imiter la sécularisation occidentale, Pierre le Grand a supprimé le patriarcat, privant l'Église de son autorité propre et créant une sorte de ministère, le Saint Synode, pour gérer son fonctionnement. L'Église n'avait plus personne pour parler en son nom, plus aucune autorité en tant qu'institution, elle était totalement tombée sous la coupe du pouvoir séculier. Actuellement, on affirme qu'elle « collabore » avec l'État. En fait, l'A. montre que, même si elle a de nouveau un patriarche depuis 1917, elle sert plutôt de caution morale au pouvoir politique (p. 31).

L'autorité religieuse n'a jamais eu, en réalité, son mot à dire, et cela a été bien montré par Nikolai Leskov au XIX^e siècle (en particulier dans son œuvre *Gens d'Église* publiée pour la première fois en 1867). Un site actuel d'informations religieuses particulièrement virulent contre le patriarche Kirill – il l'a récemment appelé « Z-patriarche » – tire son nom d'un des héros de cette œuvre, Akhilla). Ce qui, dans le discours des religieux, pourrait aller contre les visées du pouvoir temporel est immédiatement réprimé, et sur ce point, on le voit ici, les ecclésiastiques qui pensent autrement, et le disent, subissent exactement le même sort que leurs concitoyens laïcs : amendes très lourdes, limogeages, éloignement forcé... La dépendance matérielle des prêtres les rend encore plus vulnérables. L'attitude du pouvoir à l'égard de l'Église est la même que celle qu'il a envers le reste de la société : les mesures de rétorsion sont immédiates en cas de contestation. Dans le domaine religieux, comme ailleurs, il n'y a aucune liberté de pensée. Procédé bien connu depuis la période soviétique, les récalcitrants sont accusés de « malversations financières ». Mais le résultat de cette répression est toujours le même : c'est l'ignorance de la situation réelle du pays, un effet « village Potemkine » comme le dit un prêtre dissident, désormais contraint de s'exprimer sur Telegram (p. 145).

Il faut rappeler que, dans un passé plus lointain, des prêtres dont le rayonnement pouvait gêner les autorités – parmi lesquels les pères Alexandre Men et Pavel Adelgeim –, ont été assassinés. Au lieu d'une collusion apparente entre pouvoirs politique et religieux, on constate, comme aux siècles précédents, une soumission de l'Église à l'État, qui instrumentalise la première en fonction de ses visées propres.

L'effacement de l'Église en tant qu'autorité spirituelle indépendante rejaillit sur l'ensemble des systèmes de valeurs. Non que les valeurs religieuses doivent être reconnues par tous. Mais que reste-t-il dans cette société comme système de valeurs stables, même pour s'y opposer ? Il est significatif qu'après la fin de l'Union soviétique, la défense des valeurs « traditionnelles » rassemble les anciens communistes et les orthodoxes. Pour ceux qui se raccrochent à la « tradition » faute de mieux, la religion ne joue pas, en fait, le premier rôle. Elle ressemble à un alibi. Que l'un des groupes ultra-nationalistes se nomme « Sorok sorokov » – l'une des appellations traditionnelles de Moscou, avec ses « Quarante quarantaines » d'églises – relève presque du folklore.

Parmi les éléments de la tradition, on trouve une « morale » très vague, mais toujours répressive et rudimentaire. Les « valeurs libérales » apparues après la fin de l'URSS auraient selon Vladimir Poutine, « ouvert les vannes », permis à toute une saleté intérieure qui s'était accumulée (et qui existait donc bel et bien) de se manifester à l'extérieur... L'idée de purifier cette « saleté intérieure » semble étrangère à cette « morale » dont on ne sait sur quoi elle se fonde, à part les intérêts des dirigeants en place.

L'auto-glorification nationale qui semble dicter les actions du pouvoir ne doit pourtant pas être prise au premier degré. Beaucoup semblent croire la « souveraineté nationale » en péril. La guerre est dans tous les discours officiels, d'abord à cause des souvenirs glorieux liés à la Seconde Guerre mondiale, mais aussi parce que ce pays ressent toujours une inquiétude sur son identité propre. On le voit quand le patriarche Kirill parle d'Alexandre Nevski : la civilisation russe tiendrait-elle sur la force des armes ?

C'est que le doute sur ses propres valeurs nationales est une constante de la vie russe. Elle nous renvoie au XIX^e siècle, à l'époque où Pouchkine écrivait sur « La nullité de la littérature russe », où Tchaïkovski constatait que la Russie n'avait encore rien donné au monde (pour corriger ensuite, en affirmant que sa jeunesse lui promettait un grand avenir), à la dispute des occidentalistes et des slavophiles. À ce désarroi se sont ajoutées les désillusions de la période post-soviétique.

Sur un point, la nostalgie de l'URSS semble d'ailleurs justifiée : le discours du patriarche Kirill cité à la page 90 déplore, dans la perte de l'URSS, la « disparition d'un espace de relations ». Il dénonce à juste titre la principale faillite, la plus funeste, de la période post-soviétique :

au lieu d'instaurer une plus grande liberté, elle a détruit l'un des principaux acquis de l'Union soviétique, ce qu'on pourrait appeler un internationalisme en réduction, cet « homme soviétique » issu du brassage des traditions culturelles les plus diverses. Et très tôt après la fin de l'URSS on a vu s'élever des barrières, par exemple entre les États baltes et la CEI (phénomène par ailleurs bien compréhensible). L'effondrement de l'URSS a supprimé « cet espace de relations », qui, pour une fois, était un enrichissement mutuel et non une contrainte.

Il faut ajouter qu'une angoisse liée à l'immensité de ce pays (le plus grand du monde) s'exprime parfois ouvertement, celle de la dispersion – l'idée que seul un pouvoir fort peut tenir ensemble ce territoire sans bornes. Le « souci de l'unité » (p. 34) est sans doute une réponse à cette angoisse. L'Église a-t-elle un rôle à jouer dans cette réponse ? Le religieux, là comme ailleurs, semble subordonné à d'autres impératifs. On en revient encore une fois à la subordination de l'Église au pouvoir temporel.

La notion de tradition se présente sous des aspects disparates : par exemple une vague opposition à la « modernité » (p. 29). La représentation de l'« Occident » est floue : elle est associée au « libéralisme », plus exactement à la permissivité, mais on a vu comment l'homosexualité pouvait être associée au souvenir de l'univers carcéral dans ses pires aspects. Remontant plus loin dans le passé, le patriarche Kirill affirmait en 2018 (p. 16) que la révolution aurait été la catastrophe de la culture occidentale à l'intérieur de la Russie (des idées socialistes mal assimilées et inadaptées). Cette idée n'est pas nouvelle, elle avait déjà été exprimée, entre autres, par Lev Karsavine dans les années 1920. À ces angoisses latentes viennent s'ajouter des éléments qui ne sont pas propres à la Russie : la peur des innovations technologiques, la méfiance à l'égard des vaccins... et en général toutes les tendances conspirationnistes.

La « fabrique d'une tradition » (p. 55) répond à cette situation de désarroi et à la perte des repères, comme toujours après les grandes ruptures. Mais fondée sur quelle autorité, sur quelle base, puisque les appétits du pouvoir politique dominant tout ? C'est justement cette domination qui bride toute possibilité de recreation authentique, et jette le doute sur le contenu même de cette supposée « tradition ».

L'opposition à l'Occident en est le plus petit commun dénominateur. Elle semble se ramener à un aspect : l'affirmation nationale, que les ruptures historiques et le pouvoir autoritaire concourent finale-

ment à priver de contenu. Comme au XIX^e siècle, au temps des slavophiles, le manque de repères historiques clairs et indiscutables (à cause de la rupture historique majeure provoquée par Pierre le Grand) pousse à la création de mythes (actuellement, ils sont liés à la nécessité d'un pouvoir fort – Ivan le Terrible, Staline). Inversement, et paradoxalement, les moyens modernes de communication, la numérisation... suscitent la défiance, car ils éveillent le souvenir d'abus récents, les intrusions du pouvoir soviétique dans le domaine privé. Plus les souvenirs sont proches, moins le risque de création de mythes est grand.

Sous son titre un peu provocateur, ce livre montre donc à la fois les apparences et la réalité de la situation actuelle, dont il est essentiel de prendre conscience, vu la gravité de cette situation. Plus qu'une alliée du pouvoir, l'Église orthodoxe russe est son instrument. Au fond, la « Sainte Russie » est indissociable de l'héritage soviétique, mais aussi des invariants de l'histoire russe, que le pouvoir actuel tente de détourner à son profit.

Ce livre est précieux à la fois pour la masse de références auxquelles il donne accès, pour les renseignements parfois inattendus qu'il fournit, mais aussi pour toutes les pistes de réflexion qu'il ouvre.

Françoise Lesourd
IRPhL (Institut de Recherches
Philosophiques de Lyon)
Université Jean Moulin (Lyon III)